

RASSEMBLEMENT 14 FEVRIER 2020

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, grande journée nationale pour défendre nos hôpitaux publics et leur personnel qui sont pour certains en grève depuis des mois.

Cette journée a été décidée par les syndicats CGT, SUD, UNSA, CFE-CGC, FO, CFTC, des collectifs : collectif inter urgences, collectif hôpitaux, union syndicale de la psychiatrie et des associations dont l'Association des médecins urgentistes, Action praticiens hôpital et notre association. Ils exigent que le gouvernement réponde concrètement par des actes forts, aux besoins financiers et humains, indispensables pour que notre hôpital, nos hôpitaux répondent aux besoins des habitants de nos territoires.

* Plus de 1300 médecins hospitaliers démissionnent de leurs fonctions administratives et exigent du ministère de la Santé d'ouvrir un "Grenelle de la santé" autour de la situation "dramatique" de l'hôpital.

"C'est un geste politique très fort, un acte grave et ultime. Nous le faisons la mort dans l'âme mais pour alerter sur la situation dramatique de l'hôpital, l'heure du choix c'est maintenant, car l'hôpital public est en train de s'écrouler, on ne veut rien pour nous, on veut juste sauver notre bien public".

"On a peur parce que, quand notre activité baisse, on nous supprime des moyens (...). Je suis devenue une espèce de robot", ajoute la médecin Agnès Hartemann. Pour elle, c'est devenu "éthiquement insupportable" de gérer son service, contrainte de faire du "tri" entre des patients plus ou moins "rentables".

*Aujourd'hui, 15 Doyens de Facs d'île de France constatent que les mesures annoncées par le gouvernement le 20 novembre 2019 ne sont pas complètement garanties et qu'elles restent insuffisantes à leurs yeux, notamment face aux départs des soignants, entraînant une réduction inquiétante de l'offre de soins sans espoir d'alternative émergente en particulier dans des secteurs d'activité de recours.

*L'Union syndicale de la psychiatrie est pour un renouveau des soins psychiques et contre les violences institutionnelles. Eux aussi exigent les **mesures immédiates permettant d'endiguer l'hémorragie qui met en péril l'hôpital public, fleuron de notre système de santé.**

Nous revendiquons :

- L'augmentation du budget consacré à l'hôpital au moins égal à l'évolution naturelle des dépenses (4,4%) ;

- *un correctif budgétaire sur l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) dans la loi de la sécurité sociale

- La reconnaissance et la revalorisation générale des carrières médicales et non médicales, notamment en début de carrière se traduisant par une augmentation salariale

- Le recrutement immédiat de professionnels supplémentaires et un plan de formation pluridisciplinaire

- La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers

- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, partout où cela est nécessaire

- Une gouvernance des hôpitaux, des établissements plus ouvertes aux professionnels, aux personnels et aux usagers

- L'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.

Ces revendications sont conformes à ce que nous revendiquons à Sarlat depuis des années :

- *plus de personnel stable et bien formé

- *plus de lits d'accueil

- * plus d'actes de chirurgie ambulatoire

- *plus d'accès à diverses spécialités

- * la réouverture de la chirurgie viscérale

- *la réouverture de la chirurgie orthopédique, le nombre de patients envoyés à Périgueux permettrait l'ouverture d'un poste de Sarlat

- *l'arrêt des transferts vers Périgueux de la blanchisserie, de la stérilisation et n'osons imaginer un jour de la restauration...

ICI, NOUS VOULONS UN HOPITAL PUBLIC DE PLEIN EXERCICE, NOTRE TERRITOIRE LE MERITE !

SI NOUS VOULONS GARDER NOS JEUNES, NOS PERSONNES AGEES, NOS ENTREPRISES ET

LEURS SALARIES TOUTE L'ANNEE, ET, PERMETTRE D'ACCUEILLIR EN TOUTE SECURITE LES

TOURISTES.